



## Réinventer l'envie de travailler

**D**éfiance. Mal-être. Perte d'influence des institutions. Les actionnaires voués aux démones. Les entreprises déconsidérées. En ce début du XX<sup>e</sup> siècle, les Français auraient-ils brisé avec l'enthousiasme et l'optimisme qui animaient les générations précédentes ? Un nombre grandissant d'intellectuels, de consultants, d'experts et de dirigeants s'élèvent contre cette vision culpabilisante de l'avenir. Ils multiplient les propositions de réforme, défrichent de nouvelles pistes pour redonner l'espoir.

« *Le plus grand challenge pour réenchanter notre pays, c'est aujourd'hui, et plus que jamais, le travail* », affirme Samuel Tual, président du directoire du groupe Actual et président du Medef Mayenne qui publie *Le Travail pour tous, cessons d'être irresponsables*, aux éditions Alisio.

Cet entrepreneur, qui dirige un groupe spécialisé dans les ressources humaines, s'interroge sur les raisons qui ont provoqué la chute de la valeur travail. Car cela n'a pas toujours été le cas. En 1776, l'économiste Adam Smith, l'auteur de *La Richesse des nations*, définit le travail comme « *ce qui crée de la richesse* ». Le philosophe allemand Hegel affirme que le travail est l'essence de l'homme. Karl Marx estime lui aussi que le travail est le propre de l'homme. « *Le travail est l'unique loi du monde, le régulateur qui mène la matière organisée à sa fin inconnue !* », déclarait Émile Zola, l'auteur de *Germinal*, en 1893, lors du banquet pour l'Association des étudiants. Même l'Église assure que « *le travail est un droit et l'expression de la dignité humaine* ».

Mais la source d'épanouissement est devenue synonyme de malédiction. « *Nous sommes empêtrés dans une crise endémique qui a perverti le rapport que les individus*



Samuel Tual dirige le groupe Actual. DR

*entretient avec le travail* », observe le chef d'entreprise.

Afin de relancer une machine économique à bout de souffle, Samuel Tual propose plusieurs mesures. Il défend « *l'idée d'un smic pour le retour à l'emploi qui permettrait aux entreprises de favoriser l'embauche d'un chômeur de longue durée* ».

Le président du Medef Mayenne souhaite expérimenter cette mesure dans son département pendant six mois avec l'appui des organisations patronales, des syndicats de salariés et du président du conseil général.

Il plaide pour que les entreprises puissent « *sortir du carcan des lois promulguées au niveau national ou européen* ». Le chef d'entreprise défend une nouvelle forme d'emploi baptisée « *la relation tripartite* ». Concrètement, il souhaite étendre le portage salarial. Selon cette formule, le salarié signe un contrat de travail avec une société de portage pour le temps d'une mission dans une société. Il veut encourager l'essai qui permet à des collaborateurs de créer leur propre entreprise tout en bénéficiant du soutien de leur ancien employeur. Car Samuel Tual croit que c'est en se libérant des schémas traditionnels qui ont montré leurs limites que les Français pourront de nouveau croire que le travail donne un sens à leur vie.